

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues¹

Quelles activités pour quels espaces?

Yaoundé (Cameroun) et Antananarivo (Madagascar)

By/Par | **Marie MORELLE**
Docteure en géographie
Mcf Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne
Laboratoire Prodig

RÉSUMÉ

Cet article propose de décrire le quotidien des enfants des rues de Yaoundé (Cameroun) et d'Antananarivo (Madagascar) en mettant l'accent sur les activités générant des revenus. Quels espaces de travail émergent au sein de la ville, suivant quelles logiques? Ce questionnement nous permet de dessiner les contours, incertains, de l'univers de la rue. Il ouvre aussi la réflexion sur le devenir des enfants et leur capacité à s'insérer au sein de la société urbaine. Nous prenons en compte les actions de l'Etat, des ONG et les représentations des habitants.

ABSTRACT

This article proposes a description of the everyday life of street children in Yaounde (Cameroon) and Antananarivo (Madagascar), with special focus on the activities which generate money. Which working spaces do exist in the city, according to which logics? This questioning allows us to draw the hesitant limits of the street universe. We open up the reflection about the children's destiny and their capacity to integrate the urban society. We take into account the actions of the State and of the NGO and the representations from city dwellers.

Mots-clefs : enfants des rues, ville, travail, Cameroun, Madagascar

JEL classification : I30, J10

¹ Cet article s'appuie sur des enquêtes de terrains effectuées dans le cadre de la préparation d'une thèse de doctorat de géographie, au sein du laboratoire Prodig : *La rue des enfants, les enfants des rues. L'exemple de Yaoundé (Cameroun) et d'Antananarivo (Madagascar)*, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 496 p., 2004. Nous avons passé six et deux mois à Yaoundé, respectivement en 2002 et en 2004.

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues
Quelles activités pour quels espaces?

Les enfants des rues² vivent en permanence au sein de l'espace public, devenu leur source de revenus et leur principal lieu de sociabilité (Marguerat et Poitou, 1994 ; Rodriguez Torres, 1996, De Boeck, 2000).

Ils apparaissent dans un contexte de violence domestique. Dans la plupart de leurs itinéraires de vie, le départ dans la rue s'inscrit dans l'histoire conflictuelle d'une famille : deuil, divorce des parents, remariage du père ou de la mère, alcoolisme et châtements corporels... La rupture familiale et communautaire, sous fond souvent d'appauvrissement, conduit les enfants à quitter leur foyer, leur village ou leur quartier. Ils échouent dans la rue³.

Au premier regard, nous pouvons être tenté d'analyser les relations que les enfants tissent avec l'espace urbain comme des relations de pur intérêt. Pour eux, la ville serait « utilitaire ». Des espaces précis de travail s'y dessinent au fil de leurs pratiques et de leurs représentations.

Mais au fur et à mesure des années, une relative spécialisation de ces espaces paraît s'amorcer. D'utilitaires, les espaces deviennent-ils identitaires, fondement d'un univers spécifique au sein de la ville : *la rue* ? Ainsi le travail des enfants constitue un fil directeur à partir duquel évaluer la naissance et la production de cette dernière.

Dès à présent, il est essentiel de noter que parler de « travail » s'avère discutable. Les enfants mènent des activités irrégulières aux rémunérations incertaines, en majorité informelles, souvent délictueuses.

Ces pratiques ajoutent à la stigmatisation dont les enfants font l'objet par le simple fait d'être de la rue et non plus d'un quartier, et donc d'une famille et d'une communauté. Ni citoyen, ni citoyen, quelle sortie de rue, par le travail notamment, peut alors être proposée aux enfants et acceptée par ces derniers ? Question que nous traiterons dans un dernier point.

² Nous avons travaillé sur une large tranche d'âge allant de dix à vingt-cinq ans. Nous conservons le terme d'enfants. Il souligne l'idée d'une filiation et, dans l'étude présente, renvoie à la rupture originelle avec la famille. Les enfants deviennent enfants *de la rue*. En outre, d'un point de vue étymologique, celui qui est enfant (*infans* en latin) est « celui qui ne parle pas » : le mot sous-tend alors la difficulté à « être » lorsque l'on vit dans la rue. Le terme « enfance » renvoie ici à la question des pouvoirs et de leur division au sein d'une société. « L'âge est une donnée biologique socialement manipulée et manipulable » (Bourdieu, 2002 :145).

³ Bien qu'il existe des familles entières vivant dans la rue à Antananarivo, nous centrons notre travail sur les enfants *isolés*. En outre, à Yaoundé, nous n'avons rencontré que des garçons (les filles se prostituent et peuvent alors louer une chambre). A Antananarivo, les familles abritent des filles en leur sein dont elles partiront lorsqu'elles auront rencontré un compagnon. Parfois, elles se regroupent aussi entre elles. Mais elles ne sont jamais seules. En conséquence, nous axerons notre propos sur les garçons. Précisons enfin que chaque ville compte sans doute moins d'un millier de sans-abri pour 1,5 millions d'habitants.

LA VILLE UTILITAIRE ?

Diverses petites activités au jour le jour

Les enfants des rues exercent aussi bien des activités dites informelles (Lautier, 2004) que des activités délictueuses, le vol principalement, seul ou en groupe. Ils sont très volages. Un jour, dans le centre-ville, ils sont vendeurs ambulants pour le compte d'un commerçant. Le lendemain, au marché, ils portent les achats des ménagères. En définitive, certains préféreront racketter un enfant plus jeune et moins aguerri qu'eux.

Antra, dix-sept ans, dix ans de rue, Antananarivo, « *Mon travail à Behoririka [quartier d'Antananarivo], c'était de ramasser des boîtes de conserve, de l'aluminium, du charbon, mendier, jouer aux jeux de hasard et jeter des ordures. Beaucoup de Karana [habitants originaires d'Inde ou du Pakistan] habitent à Behoririka. On jette toujours des kapoaka [boîtes de conserve]. Les vendeurs de charbon jettent les poussières de charbon. C'est pour ça qu'on travaille là. A seize heures, on attend les ordures. Une boîte de conserve coûte 100 fmg⁴. On les vend à Lalamby [« village » de maisons de plastique et de cartons abritant des familles de rue]. Un sachet de charbon [acheté 100 fmg] coûte 500 fmg. On vend cinq ou six sachets. L'aluminium, c'est 250, 500 fmg. On vend aussi à Lalamby. (...) Quand c'est l'été, le prix du charbon augmente. On ramasse les charbons des gens. On leur revend leurs propres charbons et ils n'en sont pas conscients. (...) On mendie et on jette l'eau usée des vendeurs de nourriture. On transporte les marchandises des gens. On pousse les kalesa [voitures en bois à quatre roues]. C'est surtout quand les marchands ferment et rentrent à seize heures. »*

Roland, seize ans, neuf ans de rue, Antananarivo, « *Le jour, nous cherchons de l'argent. Quand le soir arrive, on fait le plus-plus [mise en commun] pour acheter du chanvre et nous regardons des vidéos. (...) Puis nous dormons là où nous dormons toujours. Nous dormons dans la rue. La vie pour nous, c'est voler et être des pickpockets. Tous les jours, nous sommes défoncés. C'est là notre vie de tous les jours avec nos mauvais amis, les putes, même les chefs des bandits. »*

La rue est un espace où vivre au jour le jour. N'importe quelle opportunité est bonne à saisir. Mieux vaut recevoir le maximum d'argent en une journée que se contenter d'un petit job régulier ne garantissant qu'un faible revenu. L'urgence domine dans la rue : avoir et vite.

⁴ En 1994, à Madagascar, le franc malgache devient flottant, provoquant une dévaluation de 50 % et une hausse vertigineuse de l'inflation. En 2003, un euro équivaut en moyenne à 6 500 fmg. En 2006, 1 euro vaut 12 000 fmg environ (ou 2 400 *ariary*. Depuis 2003, la monnaie s'exprime en *ariary*. 1 *ariary* équivaut à 5 fmg). Au Cameroun, la monnaie s'exprime en francs CFA : un euro équivaut à 657 francs CFA.

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues
Quelles activités pour quels espaces?

Les revenus sont extrêmement variables. A Antananarivo, le gain moyen journalier des enfants atteint presque 5 000 fmg. En théorie, ils gagneraient environ 150 000 fmg par mois. Or, dans la capitale, 43 % des actifs occupés perçoivent moins de 139 000 fmg mensuels (MADIO, 1999). Autrement dit, les enfants des rues recevraient plus qu'un grand nombre de travailleurs de la capitale, ces chiffres ne prenant même pas en compte les chômeurs.

Les enfants paraissent aussi favorisés par rapport au reste de la population des sans-abris d'Antananarivo. Les gains quotidiens des premiers varient de 500 à 1 200 fmg en moyenne en 1994. « 93 % de la population étudiée font état d'un revenu moyen de 2 000 fmg à 4 000 fmg environ par personne et par semaine » (L. Wing Kong, J. Tronchon, 1994 : 4 et 24). Les enfants gagnent donc plus (ils sont plus mobiles pour saisir une chance d'avoir de l'argent). Ils dépensent moins : ils sont *isolés* et n'ont pas une famille à leur charge.

A Yaoundé, les revenus des enfants varient de 500 F cfa à 2 000 F cfa par jour. En moyenne et par tête, le revenu d'activité des ménages par unité de consommation est de 32 000 F cfa par mois pour un ménage dont le chef travaille dans le secteur public, 12 000 F cfa pour un ménage dont le chef travaille dans le secteur privé informel et 5 000 F cfa pour un ménage « chômeur » (DIAL-DSCN, 1993). A nouveau, les difficultés financières paraissent minimales. Le rapport d'une des principales ONG de la ville, indiquait qu'en 2003, « 349 jeunes ont un compte au centre, pour une épargne dont le montant global au mois de novembre dépassait deux millions [de F cfa] ».

Mais les résultats des enquêtes sur les revenus des enfants doivent être fortement nuancés. Nous indiquons ici des moyennes qui ne prennent pas la mesure des écarts de revenus d'un enfant à un autre. A Antananarivo, les plus petits, surtout *en famille*, gagnent souvent très peu (500 à 1 000 fmg, éventuellement, en ramassant quelques légumes dans les marchés pour les revendre) alors que pour les plus grands, les sommes peuvent atteindre 25 000 fmg ou plus (lorsqu'ils volent). A Yaoundé, les plus jeunes ne touchent que 100 à 500 F cfa. Les plus grands ont parfois une poignée de billets de 10 000 F cfa dans leur main. Les sommes indiquées par les enfants sont souvent sur-évaluées ou sous-évaluées, selon qu'ils souhaitent se mettre en valeur ou, au contraire, attirer la compassion. En outre, nous n'avons retenu que le gain journalier maximal⁵. Enfin, nous l'avons dit, les activités sont pratiquées de manière irrégulière, les gains ne sont pas toujours acquis d'avance. Le dimanche est un mauvais jour pour tous en raison de la quasi-fermeture des marchés et du ralentissement général du trafic. A la gare ferroviaire de Yaoundé où de nombreux enfants portent les bagages des voyageurs et les colis des commerçants, toute l'activité s'arrête brusquement si un train déraille, ce qui reste encore fréquent.

L'argent gagné va rarement être épargné en définitive (sauf soutien et accompagnement par une ONG, telle celle de Yaoundé cité précédemment). En conséquence, aucune des activités des enfants des rues ne demande un petit capital. A Yaoundé et à Antananarivo, ils ne cirent pas les chaussures, ils ne vendent pas non plus de bonbons ni de mouchoirs en papier. Les enfants ne possèdent pas une somme de départ leur permettant de se lancer dans une telle

⁵ Les sommes en jeu sont équivalentes, avec un coût de la vie un peu plus faible à Antananarivo en 2003.

activité. En outre, c'est là un élément fondamental, ils se feraient voler leur stock ou leur matériel par de plus forts qu'eux.

La violence inhérente à la rue, émanant autant de leurs pairs que des habitants, des policiers et des militaires découragent les enfants de réaliser la moindre épargne. Les plus petits préfèrent dépenser leur gain journalier, souvent faible, avant la nuit et le début du racket des plus grands et des plus expérimentés.

En définitive, l'argent sert à se nourrir, parfois à se soigner. Mais il permet également de jouer aux jeux vidéos, de regarder des films ou d'acheter de la drogue (colle de cordonnier, comprimés et cannabis). Les plus grands s'achètent des jeans, des baskets de célèbres marques de sport. Cela leur permet de passer inaperçu pour voler mais aussi, parfois, tout simplement de s'identifier à un enfant *de la ville*. Tous vivent au jour le jour.

En outre, si certains volent, ils peuvent aussi être volés par leur employeur. Ils n'ont aucune garantie d'être payés, les rémunérations ne sont pas toujours proportionnelles à l'effort fourni. Comment feront-ils la preuve de la malhonnêteté d'un client et auprès de quelle autorité ?

L'émergence de la rue

Les enfants des rues vivent souvent au centre-ville, dans les espaces de l'excès : excès d'argent avec les commerces et les marchés, excès des plaisirs avec les boîtes de nuit, les cinémas, les prostituées.

D'autres enfants vivent dans des espaces périphériques, au sens propre comme au sens figuré : les gares routières dans les deux villes, le marché de gros à Antananarivo. Elles constituent les portes d'entrée et de sortie des villes, espaces souvent anonymes où la figure de l'étranger, du voyageur, se mêle à celle de l'habitant. La présence de l'Autre ne surprend guère, celle des enfants en devient plus acceptable. Ces espaces ont également mauvaise réputation. A l'inverse du centre-ville, souvent érigé en espace de représentation pour le pouvoir en place, aucune opération de « déguerpissement »⁶ ne vient chasser les enfants, libres de se mouvoir et de mener leurs petites activités.

Mais en dépit du contrôle plus ou moins marqué des forces de l'ordre, d'un espace à un autre, les facteurs de localisation sont identiques. Tous fournissent de petites activités génératrices de revenus : porter des sacs et des bagages, aider les commerçants, nettoyer les bars, mendier et voler pour n'en citer qu'une poignée.

⁶ Telles celle menée au centre-ville de Yaoundé, à la veille du sommet France-Afrique et de la visite du président de la République Jacques Chirac à son homologue camerounais, Paul Biya en 2001, ou à Antananarivo lors des Jeux de la francophonie et de l'arrivée de délégations internationales quelques années auparavant en 1997. A chaque fois, les enfants avaient été battus la nuit, parfois raflés et enfermés jusqu'à ce qu'ils soient découragés et fuient le centre-ville.

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues
Quelles activités pour quels espaces?

A Yaoundé, les enfants des rues désignent ces espaces sous le terme générique de *mboko*, qu'ils traduisent eux-mêmes par celui de « secteur ». Il y a le *mboko* de Calafatas (du nom d'une boulangerie voisine), de Campero (du nom d'un bar équipé de jeux vidéos, à proximité), etc. A l'origine, on appelait les enfants de la rue de Douala (la deuxième grande métropole camerounaise) dans le langage courant : *nanga boko*. Cette expression était tirée de la phrase *a nanga o boko*, soit « il a dormi dehors ». *O boko* en langue douala, signifie « le dehors » et provient du mot *éboko* qui signifie le dehors/ la cour/ l'extérieur (Balandier, 1976 : 371) ; et *nanga*, « dormir ». *Nanga boko* résume donc parfaitement la situation des enfants des rues qui y vivent et y dorment en permanence. Les enfants des rues de Douala comme de Yaoundé (et des autres villes du Cameroun) se sont emparés de ce dénominateur et l'ont raccourci. Ils se nomment ainsi les *mboko*. Cependant, ils emploient également ce terme pour désigner leurs principales localisations, celles où ils dorment et où ils travaillent.

A Antananarivo, il n'existe pas de mot spécifique utilisé à cette fin. Les enfants parlent de leur « quartier », de leur « endroit ». Aussi avons-nous décidé d'utiliser le terme de secteur pour l'analyse des deux villes. Nous entendons ici une partie de l'espace urbain, soumise à des règles particulières du point de vue d'un groupe d'individus (Morelle, 2006 a).

Pour autant, ces espaces de vie et de travail des enfants sont faiblement matérialisés. Parfois quelques « maisons » de cartons, irrémédiablement condamnées à la destruction par les autorités municipales.

De même, à Yaoundé et à Antananarivo, ces secteurs ne participent guère à la construction de relations sociales spécifiques. Il n'existe pas à proprement parler de bandes ou de groupes fondés sur des critères d'âge, d'expérience ou encore ethniques. Les espaces des enfants ne donnent pas lieu à des batailles de rue. Aucun collectif ne défend le secteur. A chacun de se glisser sur un bout de carton, de surveiller ses affaires, de porter des bagages ou de voler pour survivre.

Ainsi, les petits doivent vivre avec les grands, la réalité la plus insupportable mais inévitable de la rue, avant de devenir à leur tour les anciens.

Certes, ces relations d'exploitation et d'initiation à la rue interfèrent sur les modes d'accès aux secteurs et sur leur organisation. Lorsque les nouveaux arrivants choisissent un espace où dormir et où travailler, ils subissent le racket des plus forts et des plus grands.

Mais ce racket n'obéit à aucune règle : pas de somme précise, sur un temps déterminé à partager entre les membres d'une bande. Chacun tente sa chance jusqu'à ce que l'enfant réussisse à s'imposer. Ou préfère s'enfuir. Il n'existe pas de règles de vie communautaires, de rites, ni de chef pour veiller à leur respect (Morelle, 2005).

De même, quand ils volent, les enfants s'organisent à peine : certes, il existe celui qui attire l'attention, celui qui attrape le portefeuille, celui qui envoie la foule dans une mauvaise direction... mais jamais ils ne se consultent. Celui qui a aidé vient demander son dû. Le voleur se plie à sa volonté même s'il n'avait pas cherché de soutien dans son entreprise. Dans les secteurs les plus propices pour voler, chacun est libre de venir tenter sa chance.

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues
Quelles activités pour quels espaces?

Dans le cas de braquages plus organisés (magasins), il n'est pas rare que l'un des protagonistes parte dans une autre ville avec tout le butin. Il reviendra quelques mois plus tard quand l'affaire aura été oubliée et que chacun aura à nouveau été happé par l'urgence de la rue et de sa propre survie.

Les enfants s'adaptent donc, aux opérations de l'Etat qui envoie les forces de l'ordre les chasser comme à la violence de leurs pairs. Ces exemples font apparaître la ville, comme un espace de conflits et d'affrontements. Ces derniers influent la manière dont les enfants vont s'appropriier l'espace, dessiner leurs propres cartes et repères et construire la rue.

Les enfants sont dans l'ajustement perpétuel, à tenter en vain de détourner des espaces où exister. Cette flexibilité subie implique aussi que tous les enfants n'accèdent pas à tous ces espaces.

UNE CARRIÈRE DE RUE

Des itinéraires de rue

R. Lucchini (1993) a parlé de « carrière de rue » au sujet de la vie des enfants. Son approche avant tout sociologique n'accorde pas une place centrale à l'espace qui constitue, à nos yeux, une importante clef de lecture pour comprendre l'apprentissage de la rue. Au fil des années passées dans la rue, de la découverte des potentialités de la ville, leurs itinéraires évoluent, permettant aux plus forts et aux plus expérimentés de s'approprier les espaces les plus rentables. Ils se déplacent avec une plus grande souplesse et choisissent où dormir et où « travailler ».

En outre, en grandissant, ils ne peuvent plus mendier : ils ne sont plus crédibles. Les passants les insultent. S'ils proposent leur service dans un marché à « une maman », elle refuse, effrayée.

Avec l'expérience, les enfants hésitent moins à voler et apprennent diverses techniques. Leurs revenus peuvent alors atteindre des sommes conséquentes, bien qu'irrégulières.

Pierre, quinze ans, huit ans de rue, Yaoundé, « *Je suis né à Yaoundé. J'ai quinze ans. Je suis parti dans la rue à sept ans. J'ai grandi de sept ans jusqu'à quinze ans sans plus voir ma famille. Je suis arrivé à la Gare-Voyageurs. J'y ai passé six mois. J'étais plongeur. Je me lavais à la gare. C'était gratuit si tu avais de la chance. On t'agresse ou on va te laisser te laver. On t'arrache tout et on te laisse partir te laver à la source. Les grands sortent un couteau devant toi. Ils te donnent quelques coups de poing. Ils t'effraient. Tu sors l'argent. J'ai quitté la gare parce qu'il y avait trop de menaces là-bas.*

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues
Quelles activités pour quels espaces?

Je suis allé au marché du Mfoundi. J'ai commencé à me débrouiller en faisant le porteur. J'ai fait une semaine et demi. Je suis parti parce que j'avais un ami qui s'appelait G. C'est lui qui m'a amené à Campero [au centre-ville].

Il m'a appris à garder les voitures, à demander de l'argent, à voler. Dans un groupe de bandits, y'a le courageux, le fort, le peureux et le sensé. Moi, j'étais le peureux. Je poursuivais seulement le tchoko [la rémunération, le pourboire, la récompense]. On avait formé un groupe. Nous étions quatre. On partageait tout. On dormait à la véranda Nziko. La première fois qu'on a attrapé mes trois amis, les policiers ont failli me « droiter ». J'ai été trop sage. Je suis parti à Douala. J'ai fait deux ans. Je suis revenu à Yaoundé. J'ai fait une semaine. Je suis encore reparti. J'ai fait un an. Je suis revenu à Yaoundé [à Calafatas en 2002 puis à la prison de Kondengui en 2004]. »

Ainsi, la force et la ruse constituent les seuls critères valables pour s'imposer dans un espace de travail comme de sommeil. Celui qui saura s'imposer pourra laver et garder des voitures, activités qui représentent les plus rentables de l'univers de la rue. Les plus grands étant les plus forts, il existe donc une relative spécialisation des lieux de travail en fonction de l'âge (et du temps passé dans la rue...).

Ainsi, d'une manière générale, à Yaoundé et à Antananarivo, les enfants ont tendance à classer les secteurs, d'une part selon les possibilités financières et d'autre part, ce qui y est souvent lié, selon la difficulté à s'y faire accepter et à y survivre. Il existe ainsi des « bons » secteurs, où un travail reconnu par les habitants est possible, et des « mauvais » secteurs, souvent plus violents, où l'argent est gagné pour l'essentiel, en volant.

Valentin, quinze ans, un an de rue, secteur d'Etoudi, Yaoundé « A Calafatas et Campero [secteurs des enfants au centre-ville], ce n'était pas bien. Parce que dans ces temps-là, tu dors dans la nuit... On allume le plastique. On te brûle les cheveux. On te brûle les pieds. Peut-être tu dors, tu as l'argent dans la poche, on coupe ta poche, on prend de l'argent. (...) A Etoudi, on arrache aussi. Mais j'ai préféré Etoudi parce qu'à Etoudi, je gagne de l'argent. Il y a les restaurants qui sont moins chers pour manger. Là-bas à Calafatas, si tu n'as pas 500 [F cfa], tu ne peux pas manger, te rassasier. Bon, quand la boulangerie de Calafatas vide la poubelle, c'est là qu'on ramasse le pain peut-être. Alors qu'ici à Etoudi, ce n'est pas ça. Il y a où manger. Et dormir aussi, bien. Parce que quand j'étais à Calafatas, je dormais où la nuit me trouve. On pose les cartons, on dort. On marche à Campero, on dort n'importe où. J'ai donc préféré Etoudi parce que je dors bien, je trouve de l'argent. A Calafatas, là-bas, tu es obligé de voler pour trouver de l'argent. Y'a pas de travail comme ici à Etoudi. A Etoudi, tu te débrouilles bien. Tu trouves ton argent. Ceux de Calafatas fument [du cannabis] plus que ceux d'Etoudi »

En définitive, les enfants possèdent leurs espaces de prédilection mais ils n'ignorent rien du fonctionnement des autres secteurs et peuvent être amenés à les fréquenter pour un *business* ou pour voir un ami. Simplement, ils ne souhaitent pas y rester. Seule une poignée les évitera au maximum.

Mais parce qu'aucun ne s'attache définitivement à un secteur, parce que les frontières sont floues et les promenades toujours possibles, les enfants critiquent des secteurs sans pour autant défendre le « leur ». Celui que l'on déteste est parfois celui où l'on vit.

Ainsi les enfants cherchent avant tout à être mobiles à court et moyen terme (quand ils n'y sont pas contraints), à se tenir prêt à saisir la moindre occasion de gagner de l'argent, de se procurer un bel habit, de ressembler à ceux qu'ils voient se rendre en boîte ou au cinéma.

Les processus de territorialisation comptent davantage pour les enfants que la forme spatiale qui pourrait en découler. Il se dessine en fait un maillage de la rue d'un espace de vie à un autre. Ces pôles sont connexes plus que contigus. *La rue* est à appréhender dans cette pluralité d'espaces de référence, mis en réseaux. A défaut de territoires circonscrits aux formes abouties, il existe un processus de territorialisation à l'échelle de la ville.

Certains revendiquent un attachement à un lieu. Ils y projettent une valeur affective et donc une part de leur identité, de leur « être ». Mais la logique de « l'avoir » continue de dominer : avoir à manger, avoir de quoi se droguer... Il s'agit simplement de survivre. Ne revendiquant pas la rue, ces enfants peuvent-ils être ceux de la ville ?

Dans la rue, hors de la ville

A Antananarivo, les enfants, en vieillissant, vont fonder à leur tour une famille de rue. Ils ont des difficultés à se projeter dans un avenir professionnel. Ils se voient souvent simple vendeur, sachant déjà que leur place en ville sera difficile à faire reconnaître. Pour une majorité des habitants de la capitale malgache, ces enfants sont issus de la campagne. Leur intégration à la ville a échoué, ils doivent « rentrer ». Dans les faits, les enfants sont souvent nés dans l'agglomération d'Antananarivo.

Mais la ville fige ses habitants suivant deux logiques, géographique et sociologique, intimement mêlées. La ville même peut se scinder en deux parties : la colline et la plaine. Cet ordre naturel va être réinterprété. Ainsi n'est pas Tananarivien qui veut. Les enfants des rues, qu'ils soient effectivement nés à l'extérieur de la ville ou issus de la plaine, ne sont pas des citadins, au sens de Tananarivien de vieille souche urbaine (Fournet Guerin, 2002). Ces derniers ont hérité de la position de leurs ancêtres et habitent la Ville-haute, la « colline », *vohitra* en malgache. Ce terme se traduit justement par ville et non par « colline ». Celui qui se réclame de la plaine n'est donc pas de la ville : il n'est pas de la colline. Dans la capitale, les territoires sont marqués de longue date, opposant la colline à la plaine, les urbains aux paysans, les hautes castes⁷ aux descendants d'esclave, la Ville-haute à la Ville-basse, et en définitive les citadins aux « marginaux ».

⁷ Nous employons le terme de « caste » mais nous devons souligner que ce terme fait débat, certains auteurs préférant parler de « pseudo-caste » ou de « groupe statutaire ». A l'inverse de l'Inde, les notions de pureté et d'impureté n'interfèrent nullement dans la définition des

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues
Quelles activités pour quels espaces?

A l'inverse, à Yaoundé, il n'existe pas de « Yaoundéens », laissant penser que les individus et les communautés sont moins captifs d'un lieu et d'une assignation socio-spatiale. Les natifs de la capitale et/ou leurs descendants (quels que soient leurs lieux de naissance) se disent autochtones d'un territoire, d'un clan restreint à l'intérieur « de Yaoundé » (appartenance clanique au sein du groupe *ewondo*, l'ethnie autochtone de Yaoundé et de ses environs). Tous les habitants de Yaoundé de longue date se diront « de Yaoundé » dès lors qu'ils doivent se définir par rapport à une autre personne vivant ou venant d'une autre localité.

En fait, les allogènes « de Yaoundé » se réfèrent à une origine géographique couplée à leur origine ethnique respective. Chacun est « de quelque part » et avant tout « de quelqu'un », lui-même originaire d'un lieu donné (Bopda, 2003 : 280). Ainsi, les enfants des rues de la capitale camerounaise, bien qu'il n'existe pas de « Yaoundéens », se voient accoler une « origine géographique » qui les place, hors de la ville, dans les provinces les plus marginalisées du point de vue économique du Cameroun : celles du Nord. Des opérations spéciales du Ministère des Affaires sociales les sont organisées dans le but de les « ramasser » et de les « renvoyer » au Nord.

Dans les deux cas – Yaoundé comme Antananarivo – la construction historique des identités urbaines prend largement le pas sur le fait d'habiter la ville, et même d'y être né. Pourtant, les enfants ne prêtent pas attention à l'ethnie ou le groupe social des uns et des autres.

Trop souvent, les actions des autorités se limitent à déplacer les enfants à la campagne, dans une autre région avec un programme de réinsertion ou non à la clef⁸.

Quant aux habitants, ils gardent à l'esprit les activités des enfants qui les inquiètent, les mettent mal à l'aise et les menacent le plus. Pour une majorité d'entre eux, les enfants ne sont que des voleurs, au mieux des mendiants, outre la question générale des origines. Peu, en définitive, citent les divers petits services que les enfants peuvent rendre également (porter, laver, garder).

Cependant, à Yaoundé, les enfants n'ont pas cessé de rêver. Ils se voient boxeur ou footballeur. Beaucoup d'entre eux prennent le risque d'être lynché quand ils partent voler dans un quartier. Lorsqu'ils grimpent sur le toit d'un train pour voler les passagers, ils ne prévoient pas l'arrivée d'un tunnel et par conséquent une mort violente et certaine. Leurs désirs sont à la hauteur des risques qu'ils prennent et de l'urgence qu'ils mettent à vivre.

castes à Madagascar. Nous distinguons trois groupes : les *Andriana* (les nobles), les *Hova* (les hommes libres), les *Andevo* (les descendants d'esclave).

⁸ Par exemple, l'envoi des enfants dans le Nord-Cameroun en 2000 à la veille du Sommet France-Afrique de janvier 2001, déjà évoqué en ces pages. En 1985, les sans-abri d'Antananarivo sont déplacés sur la décharge municipale, en périphérie de la ville. En 2002, le bidonville de la Reunion kely est détruit et ses habitants sont conduits, après concertation, à la campagne à plusieurs centaines de kilomètres de la capitale dont ils reviennent progressivement.

Dans quelle mesure peuvent-ils alors être réceptifs aux divers projets de formation et de réinsertion proposés par les ONG, acteurs les plus dynamiques ? Quelle sortie de rue peut être envisagée ? Quel travail pour quel espace de vie et pour quel statut ? Ces ONG peuvent-elles dépasser les représentations que nourrissent les habitants à l'égard des enfants ?

SORTIR DE LA RUE ?

Quelle insertion par le travail à Yaoundé ?

À Yaoundé en particulier, il devient de plus en plus difficile pour les ONG de convaincre les enfants de quitter la rue pour suivre une formation de cordonnier ou de mécanicien. Ils sont parfois drogués. Ils ont des difficultés à suivre un rythme et à adopter des horaires réguliers. D'autres ONG, en lien avec le gouvernement sélectionnent les enfants et ne veulent pas s'occuper des plus âgés, devenus délinquants et non plus « simples » enfants des rues. Il en va ainsi pour un projet mis sur pied en 2002 par la Croix Rouge belge en partenariat avec les autorités camerounaises (Ministère des Affaires sociales). Voilà ce que relatait la presse :

« Les parties conviennent d'un objectif quantitatif annuel évalué à la prise en charge globale de cent cinquante enfants des rues (réunification familiale, accueil en institution, formation professionnelle). Ces enfants s'entendent comme : enfants en rupture plus ou moins totale avec le milieu familial, âgés de six à dix-huit ans, exclus de la famille pour des raisons structurelles profondes (remariage, divorce, décès, pauvreté extrême). L'action privilégie, sans exclusion, la prise en charge des enfants des rues satisfaisant à certains critères : être âgé de moins de 14 ans, avoir vécu moins de 12 mois dans la rue et ne pas avoir consommé de drogues dures, ne pas avoir de passé carcéral »⁹.

Les enfants savent aussi que le secteur informel est saturé, que voler un téléphone portable et le revendre leur rapportera beaucoup plus d'argent.

Les habitants se sont habitués à vivre dans « une économie du risque » (Durang, 2003). En témoigne le 14 février 1998 quand la ville vient se ruer sur un wagon citerne percé d'où s'écoule de l'essence, jusqu'à l'explosion fatale.

Corruption et clientélisme sont les maîtres mots. Les logiques du désordre prennent le pas sur un ordre que l'on voudrait établi. La personnalisation du pouvoir de l'Etat et l'arbitraire qu'elle entraîne empêchent d'établir un système de codes et de normes qui réglerait le fonctionnement de la société.

Un inextricable fouillis d'intérêts privés encombre la sphère publique (Bayart, Ellis & Hibou, 1997 ; Médard, 1991). Les espaces privés et publics se chevauchent également avec la corruption, l'escroquerie, les détentions arbitraires. Le pouvoir puise dans la ville de quoi se maintenir. Les opérations de contrôle et les actions d'assainissement sont les moyens de

⁹ *La Nouvelle Expression*, 21 juin 2002

convaincre son électorat et de s'enrichir : en redistribuant un terrain, en accordant un marché public, en arrêtant un opposant. De la même manière, à un échelon inférieur, les pratiques des forces de l'ordre relèvent de la prédation. Comme les enfants, les policiers et les militaires développent une certaine vision utilitariste de l'espace urbain.

Les enfants des rues cherchent le maximum en un rien de temps. « On bouffe » là où l'on peut quand on peut¹⁰. Ils voient des hommes sortir de leur Mercedes, téléphone portable au poing, pour entrer dans les boîtes de nuit dont ils s'improvisent les portiers. Dans un contexte généralisé de corruption que chacun subit et que beaucoup tentent de tourner à leur profit, les enfants ne font que s'aligner sur le modèle du *feyman*, la figure de l'escroc qui s'enrichit brutalement et le montre. Si la ville des enfants est une « autre » ville, cette dernière accueille justement le « double » de l'Etat, son ombre (Mbembe, 1996).

La séparation entre formel et informel n'est pas pertinente au niveau de l'Etat ni de la rue. « Chacun se cherche ». Jusque dans le moindre service de l'Etat, on peut faire établir un faux acte de naissance, acheter le résultat d'un concours, sans compter les grands dysfonctionnements de la police, de la justice, des affaires sociales et du système de santé. Dans le langage quotidien, au Cameroun, on parle du *gombo*, du *tchoko*, « d'avoir la godasse », de « payer la bière » ou de « motiver ». Les chantiers de construction arrêtés, les grands procès d'anciens ministres accusés de détournements (le secrétaire général de la présidence Titus Edzoa par exemple en 1997) sont autant d'images fortes qui marquent les esprits.

Dans un tel contexte, comment convaincre les enfants de quitter la rue ? Au nom de quelle norme et de quelle valeur morale ? Pourquoi nier ou rejeter la présence des enfants des rues en les mettant dans une marge finalement plus que discutable ? L'encombrement de la rue n'est pas de leur seul fait : elle tient aussi aux embouteillages, aux vendeurs « à la sauvette » et aux barrages policiers et militaires.

Mais les enfants passent du statut de vagabond à celui de voleur. Enfants de quartier et d'une lignée, ils sont devenus des enfants-bandits, des enfants-braqueurs. Au fur et à mesure qu'ils vieillissent dans la rue, leurs itinéraires urbains se muent en trajectoires et les mènent souvent en prison.

Bien sûr, nous ne pouvons conclure cet article sans souligner la réussite de quelques-uns. Certains enfants parviennent à quitter la rue, aidés par les ONG. Ils font de petits boulots et louent des chambres. Cependant, quand et comment ne plus être enfant de la rue ?

Le stigmatisme à Antananarivo

A Antananarivo, il nous faut nous arrêter sur le projet développé par une grande ONG, reconnue sur la scène internationale : Akamosao fondée par le Père Pedro.

¹⁰ Voir l'adage camerounais, « la chèvre broute là où elle est attachée ». Voir aussi « la politique du ventre » de Bayart J.F., *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 348 p.

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues
Quelles activités pour quels espaces?

Celui-ci a été l'un des premiers à se pencher sur la situation des sans-abri d'Antananarivo, en 1989, à Andralanitra, la décharge municipale où quelques années auparavant la municipalité avait amené de force les sans-abri de la capitale. Un village a été construit pour reloger les familles démunies vivant des fouilles des poubelles de la ville. Trois autres ont suivi, tous en banlieue d'Antananarivo.

La population concernée a atteint une telle ampleur que quelques personnalités politiques relayées par des journalistes ont fortement stigmatisé cette action, dénonçant la création de ghettos de délinquants à la porte de la ville.

« Le directeur général du redressement social estime en outre qu'un centre comme celui du Père Pedro n'est pas viable. « Ce centre abrite 15 000 personnes, ce qui équivaut au nombre de population d'une ville. Des brigands se terrent actuellement à Akamasoa à l'insu du Père Pedro. Une enquête policière est en cours. De plus, si un jour le Père Pedro n'était plus là, ce centre serait une vraie bombe pour le voisinage »¹¹.

Jusqu'à ce jour, l'attitude des Tananariviens reste ambiguë. S'ils sont satisfaits de la prise en charge des sans-abri, ils semblent aussi soulagés de ne pas avoir à les croiser jour après jour dans leur ville, mieux de les savoir hors de cette dernière dans des « villages » où ils ne sauraient se rendre. En fait, pour beaucoup, rien n'a évolué dans leur perception négative des enfants et familles de rue.

Si l'action de cette association ne peut qu'être louable au niveau de l'individu, en ce sens qu'elle fournit un accès aux besoins les plus essentiels (logement, santé, éducation), elle ne fait que renforcer la barrière sociale érigée entre les « marginaux » et les habitants. Elle ne propose pas une (ré)intégration urbaine. Elle laisse peser les stigmates de la rue sur les personnes relogées, toujours hors-la-ville. Nous restons dans l'idée d'un rejet voire d'un enfermement des gens de la rue en périphérie, au-delà des polémiques et provocations de certaines déclarations. Ici, la distanciation spatiale renforce les distances sociales. Elle donne une lecture partisane de l'espace urbain. En entendant sortir de la rue les enfants et familles qui y vivent, l'ONG les intègre dans l'exclusion. Elle les positionne dans la décharge, en marge de la ville. Elle marque négativement l'espace et les individus (Séchet, 1996 : 174 ; Morelle, 2006 b).

Suivre les itinéraires de travail des enfants nous permet donc de saisir les processus donnant lieu à la naissance de *la rue*, et au-delà des régulations socio-spatiales comme des dérégulations socio-politiques qui font la ville. Celle-ci apparaît comme un espace de conflits et d'affrontements. Ces derniers influent la manière dont les enfants vont s'approprier l'espace, dessiner leurs propres cartes et repères et construire *la rue*.

Les enfants sont dans l'ajustement perpétuel, à tenter en vain de détourner des espaces où exister. La rue, espace quotidien des enfants, est alors à penser dans le mouvement. Elle apparaît comme une forme spatiale réticulaire de type rhizome, tributaire de contraintes

¹¹ *Dans les médias demain*, n° 514, 20 février 1997, « Lutte contre la pauvreté : les villages communautaires renaissent », p. 30

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues
Quelles activités pour quels espaces?

extérieures, faite de circulations autant que de lieux ponctuels de vie des enfants (Deleuze, Guattari, 1976).

Pour autant, entre forces de l'ordre et (certaines) ONG, les enfants semblent condamnés à la rue. Leurs petites activités ne sont guère reconnues au sein de sociétés de service où l'informel règne pourtant. Au fil des années, ils incarnent cet Autre, le voleur, l'étranger sans place dans la société urbaine.

Quand bien même des enfants parviennent à louer légalement une chambre et soutenus par une ONG, leur jeune âge, leurs allers et retours vers leurs secteurs (gares, marchés) les renvoient sans cesse à cette image d'enfant - voleur, collée à leur peau, qui les rend captifs de la rue. Leurs voisins sont méfiants, ils les évitent. A eux seuls, les enfants parviennent à cristalliser tout le ressentiment et la peur qu'inspire le « dehors » pour se voir refuser l'accès au quartier, même s'ils s'installent dans ceux dont la mauvaise réputation n'est plus à faire.

Ainsi, ils ne sont guère incités à couper les liens qui les unissent aux autres enfants, leur réseau social en définitive le plus solide. Chez ceux qui se stabilisent dans des chambres, la rue demeure leur seul monde, ils y reviennent chaque jour. Leur marginalité spatiale s'estompe (ils quittent les espaces publics, la rue) mais leur marginalité sociale perdure.

Seul le temps pourrait permettre un apprivoisement mutuel entre enfants anciennement de la rue et gens du quartier. L'accord des bailleurs pour louer la chambre à ces enfants qui ne font que « se débrouiller » comme les autres est un signe encourageant. Mais c'est ce temps qui malheureusement se précipite et s'emballe dans un environnement urbain où l'urgence est devenue banale.

Amadou, quinze ans, trois ans de rue, Yaoundé « *J'ai déjà une maison. On loue à deux à Elig Edzoa. On a une chambre là, qu'on paye à 10 000. Ça fait un an (...)* »

Je peux toujours dire que je suis un mboko parce que je suis avec eux constamment. J'ai été même d'abord. Même maintenant, je suis. Parce que le quartier, je m'en vais seulement dormir. Le matin, dès que je sors, je passe toute ma journée ici, avec eux. Je peux toujours dire oui, je suis un nanga o'boko [mboko]. Ça serait difficile que je laisse. Je suis habitué avec les gens d'ici [du secteur de la Gare-Voyageurs]. Donc, je peux bien avoir les amis au quartier, mais d'abord, je suis ici. Je peux pas les abandonner ici pour rester là-bas. Si je suis là-bas, je serai ici aussi. Je préfère la gare à Elig Edzoa. J'ai d'abord commencé ici. J'ai fait la gare. (...)

Au quartier, ils se disent que nous sommes des bandits. On sait que tout le monde qui travaille à la gare est voleur. Au quartier, nous sommes mal vus. Ils se disent que comme nous on sort le matin, c'est pour venir voler. Je ne cause avec personne au quartier. Y'a seulement mon voisin que je peux saluer et la bailleresse. Moi, ça ne me dit rien. Si ça s'améliore, tant mieux. Si ça ne s'améliore pas, je les regarde seulement. Je ne peux pas aller dire à quelqu'un que je ne suis pas bandit. Et pourtant, lui, il me prend pour un bandit. Il continue à me prendre pour un bandit puisque je ne cause avec personne. Je sors le matin, je n'ai même pas le temps. Moi, je sais que je ne vole pas. Ils sont Dieu ? Je sais moi-même

que je ne fais pas du mal à quelqu'un. Je ne gêne personne. Peut-être avec le temps, quand eux ils vont constater que les enfants-là, ils sont honnêtes, ça pourra changer. Bon, mais que ça ne change ou pas... Je souhaite que ça change. Avoir des amis au quartier. Maintenant dès que je rentre, je ne sors même plus. Je passe mon temps à dormir, à écouter la musique. C'est tout. »

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Balandier G. (1976), « Economie, société et pouvoir chez les Duala anciens », *Cahiers d'études africaines*, n°59, XV-3, p. 361-380
- Bayart, J. F., Ellis S. et Hibou, B. (1997), *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Paris, Editions Complexe, 167 p.
- Bayart J.F., (1985), *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 348 p.
- Boeck F. (de), (2000), « Le « deuxième monde » et les « enfants sorciers » en République démocratique du Congo ». *Politique Africaine*, n°80, pp. 32-57
- Bopda A. (2003), *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration. A quoi sert une capitale d'Afrique tropicale*, Paris, CNRS éditions, 2003, 422 p.
- Bourdieu P. (2002), *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit,
- Deleuze G., Guattari F., (1976), *Rhizome, introduction*. Paris, Les éditions de Minuit, 74 p.
- DIAL/DSCN, 1993, *Consommation et conditions de vie des ménages à Yaoundé*, Yaoundé, DIAL-DSCN
- Durang, X. (2003), *Vivre et exister à Yaoundé. La construction des territoires citadins*, thèse de doctorat de géographie, Université Paris IV-Paris Sorbonne, IRD, 618 p.
- Fournet-Guerin, C. (2002) *Vivre à Tananarive. Crises, déstabilisations et recompositions d'une citadinité originale*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris IV-Sorbonne, 622 p.
- Gossling S., Schumacher K., Morelle M., Berger R., Heck N., (août 2004) « Tourism and Street Children in Antananarivo, Madagascar. », *Tourism and hospitality research*, vol. 5, n°2, pp. 131-149
- Hours, B. (2003), « Les ONG : outils et contestation de la globalisation », *Journal des anthropologues*, n°94-95, pp. 13-22

Une approche géographique du « travail » des enfants des rues
Quelles activités pour quels espaces?

- Lautier B. (2004), *L'économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, collection Repères, 121 p.
- Lucchini R. (1993), *Enfant de la rue : identité, sociabilité, drogue*, Genève, Paris, Lib-Droz, 248 p.
- MADIO, (1999), *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération de Antananarivo*, 45 p.
- Marguerat Y., Poitou D. (1994). *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique Noire*. Paris, Fayard, les enfants du fleuve, 627 p.
- Mbembe, A. (1996), « La « chose » et ses doubles dans la caricature camerounaise », *Cahiers d'études africaines*, 141-142, vol XXXVI-1-2, pp. 143-170
- Médard, J.F. (1991), « L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire », in MEDARD J.F. (dir.), *Etats d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, pp.323-353
- Morelle M. (2006 a), « La « rue » dans la ville africaine (Yaoundé, Cameroun et Antananarivo, Madagascar) », *Annales de géographie*, n° 649, à paraître
- Morelle M. (2006 b), « Les enfants des rues, l'Etat et les ONG : Qui produit l'espace urbain ? Les exemples de Yaoundé (Cameroun) et d'Antananarivo (Madagascar) », *Afrique contemporaine*, n°217, à paraître
- Morelle M. (2005), « Jeunes de la rue et culture de rue à Yaoundé (Cameroun). Micro-culture, sous-culture ou pseudo-culture ? », *Géographie et cultures*, n°55, pp. 59-80
- Morelle M. (2004), *La rue des enfants, les enfants des rues. L'exemple de Yaoundé (Cameroun) et d'Antananarivo (Madagascar)*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 496 p.
- Rodriguez-Torres D. (1996). « Le gang Serena : origine et production d'une contre société de la rue à Nairobi ». *Politique africaine*, 63, pp. 61-71
- Séchet, R. (1996), *Espaces et pauvretés. La géographie interrogée*, Paris, L'Harmattan, 213 p.
- Wing Kong L., Tronchon J. (1994), *Les sans-abri à Antananarivo*, Association pour l'accueil des sans-abri, Antananarivo, 73 p.